



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Chalon-sur-saône, le 20/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TRMC SAS

629 route des Carrières
71118 Saint-Martin-Belle-Roche

Références : AC/CL/2025/C_149
Code AIOT : 0005400508

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2025 dans l'établissement TRMC SAS implanté Pré de la Crouzette, En Mouge, En Champ de Beurne 71960 Igé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRMC SAS
- Pré de la Crouzette, En Mouge, En Champ de Beurne 71960 Igé
- Code AIOT : 0005400508
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de roche massive et ses installations annexes autorisées par arrêté préfectoral du 13 janvier 2015 pour une durée totale de 30 ans.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Explosifs
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Volumes de production	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 1.2.3	Demande d'action corrective	2 mois
4	Clôtures	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 2.3.3	Demande d'action corrective	2 mois
9	Mesures	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 6.3.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 1.5	Sans objet
3	Aménagement paysager	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 2.3.6.1	Sans objet
5	Abattage à l'explosif	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 2.4.5.2	Sans objet
6	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 6.3.1	Sans objet
7	Périodes autorisées	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 6.3.2	Sans objet
8	Information des tiers	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 6.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au contrôle, l'inspection relève principalement deux non conformités relatives au rythme d'extraction au-dessus de la moyenne pour la phase 2 et une absence partielle de clôture autour d'un plan d'eau principal.

Il est demandé à l'exploitant de corriger les non-conformités relevées dans ce rapport pour la période restante de l'autorisation et de transmettre à l'inspection les mesures prises ou prévues pour y remédier selon les délais fixés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volumes de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Quantités autorisées
Prescription contrôlée : La quantité de matériaux extraits de la carrière est au maximum de 400 000 tonnes/an avec une production moyenne autorisée de 300 000 tonnes/an ; cette moyenne devant être calculée sur la durée des périodes définies à l'article 1.6.2 du présent arrêté. La hauteur maximale d'exploitation est de 135 m. La cote minimale d'extraction est de 356 m NGF. Jusqu'à la fin de la troisième phase quinquennale d'exploitation la hauteur maximale des gradins sera de 25 m. A compter de la quatrième phase quinquennale d'exploitation, la hauteur maximale des gradins est de 15 m. Le nombre maximal de gradins d'exploitation est de neuf.
Constats : Au cours de la phase 1 (années 2015 à 2019), la quantité totale extraite de matériaux est de l'ordre de 1 536 kt (soit 307,2 t/an), correspondant à la quantité autorisée fixée à 614 400 m ³ . Au cours de la phase 2 (années 2020 à 2024), la quantité totale extraite de matériaux est d'environ 1 770 kt, soit 708 000 m ³ , soit 354 kt/an. L'article 2.5.1 de l'arrêté d'autorisation fixe un volume maximal à extraire pour la phase 2 égal à 607 200 m ³ , soit 1 518 kt (moyenne de 303,6 kt/an). A noter que l'exploitant a déclaré dans GEREPP les quantités extraites suivantes : 2022 = 382 kt, 2023 = 367,2 kt, 2024 = 387,6 kt . La quantité maximale d'extraction est donc dépassée au cours de la phase 2. La quantité extraite en excédent au titre de cette phase est de 252 kt. L'exploitation présente actuellement une hauteur d'extraction totale de 135 m. La cote minimale d'extraction est légèrement au dessus de 356 m NGF. Les 3 premiers gradins ont des hauteurs de 19, 25 et 22 mètres. Les 3 gradins supérieurs ont une hauteur au maximum de 15 mètres chacun. Non-conformité : dépassement de la quantité moyenne d'extraction au cours de la deuxième phase d'exploitation d'environ 16,6 %.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit suivre le rythme moyen d'extraction (calculé par phase) prescrit tout au long de l'autorisation de la carrière correspondant aux impacts environnementaux globaux générés tout

au long de la durée de l'exploitation (en cohérence avec le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Périmètre d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Périmètre d'éloignement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</p> <p>Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin. En particulier, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les bords supérieurs de l'excavation sont à plus de 10 mètres des limites de l'emprise autorisée selon le dernier plan d'exploitation relevé en octobre 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Aménagement paysager

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 2.3.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de réduction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place tout aménagement paysager (merlon,...) permettant de diminuer les impacts visuels sur les habitations riveraines.</p> <p>L'exploitant met notamment en place avec l'avancement de l'exploitation de la plate-forme haute les mesures paysagères suivantes figurant dans le plan « Mesures concernant le paysage » annexé au présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le maintien en place d'un éperon rocheux paysager, • la mise en œuvre d'un merlon à la périphérie de la zone d'extension, • l'aménagement et végétalisation d'un merlon en limite Sud, • le remblaiement et la végétalisation de la limite Est, • le remblaiement et la végétalisation du front Ouest,

Constats :

L'exploitant a mis en place différents merlons en périphérie des surfaces en exploitation visant notamment à réduire l'impact visuel de l'installation (en partie haute).

Par ailleurs en partie haute de la carrière les mesures et aménagements suivants ont été réalisés:

- l'éperon rocheux est toujours présent en partie centrale de la surface exploitable (zone non exploitable),
- un merlon est mis en place en périphérie de la zone en extension en partie haute,
- un merlon en cours de réalisation et un front résiduel bordent la limite sud de la plate-forme haute,
- la limite "est" a été remblayée et végétalisée,
- l'ancien front "ouest" est en cours de remblayage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Clôtures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 2.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures

Prescription contrôlée :

L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.

Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risques de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie,...) sont disponibles à proximité.

Constats :

Les zones dangereuses de la carrière sont clôturées par des piquets et des fils barbelés.

Des barrières ferment les différents accès possibles depuis la route départementale 134.

L'exploitant a mis en place un registre de suivi et d'entretien des clôtures qu'il tient à jour lors de chaque vérification ou entretien.

Les retenues d'eau sont clôturées et des panneaux signalent le risque de noyade ou d'ensevelissement.

Des bouées sont présentes à proximité des retenues d'eau.

Il a toutefois été constaté que le bassin principal de récupération des eaux de ruissellement situé en partie haute de la carrière (BR1) n'était pas complètement clôturé (présence d'un merlon uniquement).

Non-conformité: le bassin principal de récupération des eaux de ruissellement situé en partie haute de la carrière (BR1) n'est pas complètement clôturé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Clôturer complètement le bassin BR1.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Abattage à l'explosif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 2.4.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Abattage à l'explosif
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant définit un plan de tir dans le cadre de l'abattage du gisement par des substances explosives. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de chaque abattage de roche un plan de tir de mines est établi par la société sous-traitante en accord avec l'exploitant. Avant chaque tir, l'exploitant procède aux mesures suivantes : - envoi par courriel à la mairie d'Igé, à l'ONF et à la DRI la date et l'heure du tir, - met à jour le panneau d'information de tir à l'entrée de la carrière, - ferme la circulation dans les deux sens sur la route départementale 134 bordant la carrière juste avant le tir.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 6 mm / s mesurées suivant les trois axes de la construction (vitesse pondérée). On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments. Le respect de la valeur limite ci-dessus est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.</p>
Constats :

Selon les résultats des mesures présentés par l'exploitant, les vibrations au droit des deux constructions les plus proches sont inférieures à 6 mm/s (la valeur maximale enregistrée est de 0,6 mm/s suivant l'axe verticale).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Périodes autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 6.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Périodes autorisées

Prescription contrôlée :

Les tirs de mines sont autorisés uniquement du lundi au vendredi de 10h à 13h et de 14h à 16h.
La fréquence maximale autorisée est de 30 tirs par an.

Constats :

Les tirs de mines sont réalisés uniquement du lundi au vendredi et majoritairement entre 10h00 et 12h00.
En 2024, le nombre total de tirs de mines est de 17.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Information des tiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 6.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Information des tiers

Prescription contrôlée :

L'exploitant avertit, au moins 48 heures à l'avance, la mairie d'Igé du jour et de l'heure de chaque tir de mines.

Constats :

Avant chaque tir, l'exploitant envoie par courriel à la mairie d'Igé la date et l'heure du tir (les courriels sont archivés).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mesures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 6.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations

Prescription contrôlée :

Chaque tir fait l'objet de mesures de vibrations. Les points de mesure sont choisis et aménagés en accord avec l'inspection des installations classées. Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures.

Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de

<p>l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant s'assure de la bonne utilisation des sismographes (emplacement, stabilité,...) ; il dispose des attestations d'étalonnage et s'assure du respect de la périodicité de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant par le biais du sous-traitant réalise les mesures de vibrations à chaque tir de mines. Les points de mesures retenus sont situés au pied de deux maisons d'habitations les plus proches de l'emprise de la carrière à l'est du site.</p> <p>L'exploitant archive toutes les données des tirs dans un registre dont les résultats de vibrations. Les mesures de vibrations sont effectuées intégralement par le sous-traitant des tirs.</p> <p>Les sismographes sont mis en place par ce sous-traitant.</p> <p>L'exploitant détient les certificats d'étalonnage de différents sismographes (vérification annuelle).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour répondre complètement à la prescription, il est demandé à l'exploitant de s'assurer de la bonne pose des sismographes par le sous-traitant de manière inopinée ou systématique et de s'assurer de l'utilisation de sismographe dont l'étalonnage est valide (correspondance du numéro de sismographe avec les tickets de mesures).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>